

**Agence de Bordeaux**  
Les Bureaux du Lac Bâtiment 1  
4 rue Théodore Blanc  
33520 BRUGES  
Tel 05 56 39 05 60  
bordeaux@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20250120

Mission(s)		
ATHAND, ENV, F, GTB, HAND, LE, LP (L*+P1), PHA, PS, SEI (*), TH		
Nos références	Vos références	Date
<b>330C240P<sup>1</sup></b> (330-C-2024-0001)	Opération T23-07	16/01/2025

## PESSAC REAMENAGEMENT DES SALLES L010-L012

## RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



<b>Envoi</b>	<b>UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX</b> Maître d'ouvrage <b>III - GODEFROY Marc - MARTIN Claire</b>	marc.godefroy@u-bordeaux-montaigne.fr / claire.martin@u-bordeaux-montaigne.fr
<b>Copie</b>	<b>MATH INGENIERIE - N'TANDOU Stellin</b> Maître d'oeuvre	ntandou@math-ingenierie.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Paul MERCIER - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Sébastien MAURICE - Le vérificateur des installations électriques, Stéphane GARCIA RODRIGUEZ

Le chargé d'affaire,  
Paul MERCIER

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 22/10/2024  
Motif : Modification d'avis suite à la réception de documents supplémentaires.



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes  
par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.....	13
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.5 - Isolation acoustique - enseignement.....	19
VIII.6 - Fonctionnement des installations .....	21
VIII.7 - Gestion technique du bâtiment.....	25
VIII.8 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant.....	27
VIII.9 - Protection de l'environnement.....	30
VIII.10 - Classement et référentiel.....	32
VIII.11 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	34
VIII.12 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	43
VIII.13 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	45

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport initial de contrôle technique concernant les travaux de réaménagement des salles L010 et L012.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 22/10/2024

Motif : Modification d'avis suite à la réception de documents supplémentaires.

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°330-C-2024-0001 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- ENV - Mission relative à l'environnement
- F - Mission de fonctionnement des installations
- GTB - Mission relative à la gestion technique du bâtiment
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L\*+P1)
- PHA - Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- PS - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Paul MERCIER

Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Sébastien MAURICE

Le vérificateur des installations électriques, Stéphane GARCIA RODRIGUEZ

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III  
DOMAINE UNIVERSITAIRE  
33600 PESSAC

Maître d'oeuvre

MATH INGENIERIE  
10 Allée Jean Dubuffet  
33130 Bègles

## **IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération**

Réaménagement des salles L010-L012

Adresse de l'opération :  
19 Esplanade des Antilles  
33600 PESSAC Cedex

## **IV.3 - Montant prévisionnel des travaux**

70 000 Euros HT

## **IV.4 - Calendrier des travaux**

Début des travaux : Dernier trimestre 2024  
Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Plans architectes - Réception : 13/01/2025

Plan des nouveaux aménagements, plan de l'existant.

### - Notices - Réception : 09/10/2024

Notice de sécurité

### - Descriptifs - Réception : 13/01/2025

CCTP des lots 01 et 02

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III

- Il ne nous a pas été précisé si les bâtiments sujets des travaux du présent dossier relevaient du cadre ICPE. Il conviendra de nous préciser un éventuel classement ICPE afin d'orienter nos avis en matière de réglementation environnementale.

### Maître d'oeuvre - MATH INGENIERIE

- Il nous a été évoqué la réalisation d'un diagnostic structurel du bâtiment existant au niveau des zones visées par les travaux. Nous n'avons pas encore été destinataires du rapport d'expertise. Nos avis seront conditionnés par les conclusions de ce rapport. A nous communiquer.
- Le marquage CE de l'EPMR mis en place dans la circulation accompagné de la fourniture de la déclaration UE de conformité devront nous être communiqués en fin d'opération.
- Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.
- Le bilan de puissance des installations électriques devra nous être communiqué pour avis.
- Les attestations d'essai des équipements mis en place seront à communiquer en phase réception.
- \* Il est prévu de privilégier l'aide humaine pour permettre l'évacuation des personnes à mobilité réduite (cf notice de sécurité). En attente du retour des services instructeurs sur cette disposition du fait de l'accessibilité nouvelles des salles visées par les travaux.
- \* Rapport de la commission de sécurité sur le dossier de demande d'autorisation de travaux non communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect des éventuelles prescriptions formulées par les services instructeurs.
- \* Les éléments de conformité de l'EPMR mis en place devront nous être communiqués.
- \* Les dégagements balisés doivent être repérés sur les plans même en cas d'installations existantes non modifiées.

### Lot 2 - CVC - Electricité

- Les dispositions prévues pour les commandes d'éclairage des salles, bouton poussoir à l'entrée des locaux, ne répondent pas aux demandes de l'article 43 de l'arrêté du 3 mai 2007. Les dispositions sont à reprendre
- \* Dans le cas où les conduits de caloporteurs sont isolés, les calorifuges doivent être réalisés en matériaux de catégorie M1 dans les locaux accessibles au public. Disposition à rappeler au CCTP
- \* Il est prévu la modification des conduits de soufflage et de reprise au CCTP. Veuillez préciser au CCTP que les conduits de ventilation doivent être réalisés en matériaux M0
- \* Les calorifuges mis en œuvre sur les conduits de ventilation sont en matériau classé M0 ou M1. S'ils sont en matériau classé M1, ils doivent être placés obligatoirement à l'extérieur des conduits. Disposition à rappeler au CCTP

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### **EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE**

- Mission fonctionnement : rapports d'essai décrits en articles 8 du DTU 60.1 : étanchéité des réseaux, fonctionnement, équilibrage des réseaux bouclés d'eau chaude sanitaire
- Mission fonctionnement : rapports d'essai sur les réseaux d'évacuation EU/EV/EP avant mise en service et décrits en art 6 du DTU60.1P1.1.2

### **ELECTRICITE**

- Plan d'exécution électricité
- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

### **RÉGLEMENTATION THERMIQUE (RT2012, RT Globale, RT ELEMENT)**

- Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en place

### **SECURITE INCENDIE**

#### **Chauffage / climatisation / ventilation**

- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Gaz : certificat de conformité gaz
- Gaz : Attestation d'aptitude de soudeur/brasseur
- Gaz : Certificat de marquage CE des appareils
- 3CEP : protocole de mise en service du 3 Cep (suivant Annexe 5 du guide EVAPDC)
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Isolation acoustique - enseignement
- Fonctionnement des installations
- Gestion technique du bâtiment
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Protection de l'environnement
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Renseignements sur les existants</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...)</li> <li>- Plans de récolement</li> <li>- Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale.</li> </ul>	<p>PM</p> <p>AS</p>	<p>Structure porteuse en BA, système poteaux / poutres constaté sur site.</p> <p><b>Il nous a été évoqué la réalisation d'un diagnostic structurel du bâtiment existant au niveau des zones visées par les travaux. Nous n'avons pas encore été destinataires du rapport d'expertise.</b>  <b>Nos avis seront conditionnés par les conclusions de ce rapport. A nous communiquer.</b></p>

## VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Mission sans objet: Bâtiment existant. La mission PS ne s'applique qu'aux bâtiments neufs.

## VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes	PM	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Arrêtés non parus
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM	
Art. 2	<b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b>	HM	
Art. 3	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>	HM	
Art.4	<b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b>	HM	
Art. 5	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>	HM	
Art. 6	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	<p><b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b></p> <p>Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation <math>\geq 1,20\text{m}</math></p> <p>Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis</p> <p>Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall</p> <p>Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier</p> <p>Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher</p> <p><b>7.1. escaliers</b></p> <p><b>7.2. Ascenseurs</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées. Commandes extérieures et intérieures à la cabine repérables et utilisables. Possibilité de prendre appui dans la cabine et transmission des informations liées aux mouvements de cabine aux étages desservis et au système d'alarme</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p>Ascenseur neuf : Selon paragraphe I ci-dessus Ou Conformité à NF-EN-81-70</p> <p>Obligation d'ascenseur : si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs est atteint ou dépasse 50 personnes. si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez de chaussée Seuil porté de 50 à 100 personnes pour les établissements d'enseignement (toutes catégories) ou 5ème catégorie avec pb solidité Seuil porté à 25% de la capacité totale du restaurant</p> <p>Appareil élévateur en remplacement d'un ascenseur sans dérogation si : Etablissement en zone PPR Inondation ou topographie rendant impossible un cheminement PMR pour accès à l'entrée A l'intérieur d'un Etablissement dans cadre bâti existant</p> <p>Caractéristiques minimales EPMPR : Dimension plateforme 140X90 (140X110 si service en angle) Surcharge 250 kg/m<sup>2</sup> soit Capacité 315 kg pour 140X90 Position commande accessible en fauteuil Commande d'appel à enregistrement si EPMPR avec gaine fermée hors débattement porte et sans gêne pour circulation Largeur porte ou portillon 90 cm soit 83 cm de passage libre</p> <p>Limitation vitesse nominale entre 0,13 et 0,15 m/s si H = 3,20 m</p> <p>Dans EPMPR avec nacelle, commandes à pression maintenue tolérées si inclinaison support de commande entre 30 et 45 ° / verticale et force de pression entre 2 et 5 N</p> <p>Ascenseurs libres d'accès sauf établissements scolaires si l'élève concerné reçoit un dispositif permettant usage en toute autonomie</p> <p>EPMPR libres d'accès ou mise en place dispositif de signalement (à proximité porte, repérable, contrasté, signalé, H entre 90 et 130 cm et à plus de 40 cm obstacles)</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>HM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Ajout d'un EPMPR dans le cadre d'un bâtiment existant pour permettre l'accès aux salles.</p>
Art.9	<p><b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b></p>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>I. - Usage attendu</b> Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée Absence de gêne visuelle ou sonore  <b>II. - Caractéristiques minimales</b> Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels) En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	PM PM  AF AF AF	
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>	HM	
Art. 11	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>	HM	
Art. 12	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>	HM	
Art. 13	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b> Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal  <b>II. - Caractéristiques minimales</b> Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3 Absence de confusion avec les sorties de secours	PM  AF AF	
Art. 14	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b> Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique  <b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b> Salle de classe	PM  AF	300 lux indiqués dans le CCTP ELEC
Art. 15	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 16	<p><b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b></p> <p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées</p> <p>Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées</p> <p><b>II Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Nombre</b></p> <p>2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places</p> <p><b>2° Répartition</b></p> <p>Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public</p> <p><b>3° Caractéristiques dimensionnelles</b></p> <p>Emplacement correspondant à un espace d'usage</p> <p>Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	
Art. 17	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement</b>	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel</b>	SO	
Art. 19	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série</b>	SO	
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b>	SO	
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	

## **VIII.5 - Isolation acoustique - enseignement**

- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement.
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>1 – Domaine d'application</b></p> <p>On entend par établissement d'enseignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les écoles maternelles</li> <li>-les écoles élémentaires</li> <li>-les collèges</li> <li>-les lycées</li> <li>-les établissements régionaux d'enseignement adapté</li> <li>-les universités</li> <li>-les établissements d'enseignement supérieur, général, technique ou professionnel, public ou privé</li> </ul> <p>[Cf circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-hors domaine d'application :les écoles de musique et les conservatoires</li> <li>-internats :seront traités par un texte spécifique]</li> </ul> <p><b>1.2 - Parties nouvelles de bâtiments existants</b></p> <p><b>2 - Isolement aux bruits aériens</b></p> <p><b>2.1 – Etablissements autres que les écoles maternelles</b></p> <p><b>2.1.1 - Local de réception : enseignement, activités pratiques, administration, centre de documentation et d'information, bibliothèque, salle de musique, salle de réunion, salle des professeurs, atelier peu bruyant</b></p> <p>Local d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-enseignement, salle activité pratique, administration : <math>DnTA \geq 43 \text{ dB}(1)</math></li> </ul> <p><b>3 – Isolement aux bruits de chocs</b></p> <p><b>3.1 - Local d'émission : tout local normalement accessible (sauf cas particuliers ci-après):</b></p> <p>Local de réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- enseignement, activités pratiques, administration, Centre de Documentation et d'Information, bibliothèque, salle de musique, salle de réunion, salle des professeurs, ateliers peu bruyant : <math>L'nTw \leq 60 \text{ dB}</math></li> </ul> <p><b>Caractéristiques acoustiques des bâtiments existants lors de travaux de rénovation importants</b></p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p>	<p>L'arrêté du 25 avril 2003 vise les : - bâtiments neufs - surélévations ou additions neuves à un bâtiment existant</p> <p>Paroi amovible entre les salles L010 et L012</p> <p>Paroi acoustique amovible : performance visée dans CCTP page 13/25 : 43dB minimum</p> <p>Sol souple.</p>

## VIII.6 - Fonctionnement des installations

### ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

### REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>GENERALITES</b> Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.		
2.1 - Art 70	<b>RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU</b>	HM	Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau
Titre I - 10.2	<b>RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES</b>	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux
	<b>ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES</b> Exigence de marquage CE prévu au marché pour les équipements neufs  Installations existantes Paramètres de performance en termes de gestion du trafic des ascenseurs, trottoirs roulants, escaliers mécaniques	AS  HM HM	<b>Le marquage CE de l'EPMR mis en place dans la circulation accompagné de la fourniture de la déclaration UE de conformité devront nous être communiqués en fin d'opération.</b>  Ces paramètres sont exclus de la mission F.
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT</b>		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F.
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	AS	<b>Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.</b>
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	AS	<b>Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.</b>
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	PM	
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.2	Surintensités d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surintensités transitoires...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	PM	Circuits subdivisés pour limiter les courants de fuites à des valeurs inférieures à 15mA. (Soit moins de dix appareils et périphériques par différentiel)
	Bilan de puissance	AS	CCTP 02 - §3.2 <b>Le bilan de puissance des installations électriques devra nous être communiqué pour avis.</b>
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	AS	<b>Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.</b>
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.	HM	(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE</b>		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Code de la santé publique / NF DTU 60.11 / arrêté du 23/06/78 Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.
R1321-58	La hauteur piézométrique de l'eau distribuée par les réseaux intérieurs doit, pour chaque réseau et en tout point de mise à disposition, être au moins égale à trois mètres, à l'heure de pointe de consommation.	HM	
P11-3.1	Vitesse de l'eau dans les conduits pour le dimensionnement des réseaux	AF	CCTP lot 2 §2.5.1
P11-3.1	Pression statique limitée à 4 bar	HM	
P11-3.1	Dans le collectif, pression minimale de 1 bar à l'entrée de chacun des logements	SO	
P11-3.2	Diamètre intérieur minimum des canalisations d'alimentation des appareils pris individuellement.	AF	CCTP lot 2 §2.5.1
P11-3.2	Dimensionnement des réseaux selon le DTU 60.11P1.1	PM	
	Mode de production d'eau chaude sanitaire	HM	
	Dimensionnement des installations de production d'eau chaude sanitaire	HM	
P12-5	Dimensionnement du réseau bouclé d'eau chaude sanitaire	HM	
DTU 60.1	Autocontrôles et essais	AF	CCTP lot 2 §2.5.1.3
DTU 60.1	Rinçage et désinfection des réseaux	HM	Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.
Ar23-06-78 art36	Limitation de la température de l'eau aux points de puisage (art 36§1)	HM	
	Dispositions de l' art 36§2 visant à la limitation du développement de légionnelles.	HM	Il est rappelé que les aléas portant sur le développement des légionnelles ne sont pas visés par la mission F.
	<b>EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT</b>	PM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.1P112 et NF DTU 60.11P2
DTU60.1 P112	Les eaux usées et pluviales doivent être évacuées selon le système séparatif, et peuvent être rassemblées seulement à l'extérieur du bâtiment.	PM	
DTU 60.11P2 5.3	Diamètres de raccordement minimum des appareils	AF	CCTP lot 2 §2.5.2
	Diamètre de raccordement minimum de plusieurs appareils, colonnes de chute, collecteurs	PM	
DTU 60.11P2 6.1	Conduite de raccordement des appareils limitée à 10 m, 3 coudes à 90°, pente minimale de 1%, dénivellation maximale de 1m	PM	
DTU 60.11P2 6.2	Diamètre constant des colonnes de chute	HM	
DTU 60.11P2 6.2	Ventilation de chute de même diamètre que la colonne et débouchant jusqu'à l'air libre et au-dessus des locaux habités.	HM	
	Mise en place de clapet équilibreur de pression	HM	
DTU 60.11P2 6.3	Pente minimale des collecteurs (1%)	AF	CCTP lot 2 §2.5.2
DTU60.1 P112	Essais avant mise en service.	AF	CCTP lot 2 §2.5.2.3
DTU60.1 1P3-5.2 - DTU60.1 P112	<b>EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT</b>	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112
Art 63.1 - Art 65	<b>VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION</b>	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4212-1 - R4222-9	<b>VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS</b>	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
RSD Art 1 - DTU 68.3 P113-8.3	<b>AERATION DES LOGEMENTS</b>	SO	Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3
R241-26 à 29 - R4213-7 à R4213-9	<b>SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION</b>	HM	Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0



## VIII.7 - Gestion technique du bâtiment

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que BUREAU ALPES CONTROLES SA. a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise à BUREAU ALPES CONTROLES SA. ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que les équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

Les avis émis par BUREAU ALPES CONTROLES SA. pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité du système de GTB à satisfaire aux prescriptions imposées par le maître de l'ouvrage aux entreprises, la conformité à ces prescriptions ne pouvant être constatée que par la réalisation de mesures en fin de travaux.

Il appartient au maître de l'ouvrage de communiquer à BUREAU ALPES CONTROLES SA. les résultats des mesures et essais effectués par les entreprises afin que celui-ci s'assure que les résultats sont satisfaisants au regard des performances définies dans le cahier des charges des entreprises.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>-1 Généralités</b> - Analyse fonctionnelle - Définition des critères et des niveaux de qualité du système de GTB par le maître d'ouvrage - Essais prévus dans les pièces écrites des marchés des entreprises  <b>-2 Dispositions techniques</b> -Capteurs et actionneurs -Liaisons par câbles  -Unités locales, centrales et périphériques -Liaison vers le réseau public	PM  PM   AF AF  HM  HM	En l'absence de cahier des charges, les critères et niveaux de qualité définis en pièces écrites du marché des entreprises sont réputés satisfaire aux exigences de la maîtrise d'ouvrage. Les attestations d'essai des équipements mis en place seront à communiquer en phase réception.   Pré-câblage informatique/téléphone catégorie 6A depuis la baie existante situé dans le local informatique vers l'ensemble des prises RJ45 de salles L010 et L012. L'ensemble du matériel actif est à la charge du maître d'ouvrage.

## VIII.8 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

### OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

### REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m<sup>2</sup> lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m<sup>2</sup>, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Réglementation thermique existant généralités</b>		Réaménagement de salles
CCH R173-1	Bâtiments soumis à la RT	AF	Bâtiment d'enseignement universitaire
CCH R173-2	Application RT globale	SO	
CCH R122-3	Etude de faisabilité en approvisionnement énergétique	HM	Hors mission Th
CCH R173-3	Application RT élément/élément	AF	
Art 46 du 4 Août 2021	Cas de l'application de la RE2020 sur le projet	SO	
C.énerg e Art L712-3	Bâtiment situé dans une zone délimitée par le ou les périmètres de développement prioritaire (Réseaux de chaleur).	SO	Absence de réseau de chaleur classé à proximité
Art 1 - Art 90	<b>RT GLOBALE : ARRETE DU 13/06/08</b>	SO	
	<b>TITRE 1er</b>		
	<b>ARRETE DU 03/05/2007</b>		
Art 1	Modalités d'application RT élément/élément	AF	
Art 1,7,15	Bâtiments et travaux soumis à la RT	AF	
Art 6,14	Dispositions pour les travaux dans des secteurs sauvegardés au titre des monuments historiques et architecturaux	SO	
Art 2 - Art 5	<b>ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS OPAQUES</b>	SO	Absence de travaux d'isolation prévus au CCTP
Art 8 - Art 13	<b>ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS VITREES</b>	SO	Absence de travaux de remplacement de menuiseries prévus
Art 16 - Art 27	<b>CHAUFFAGE</b>	SO	Dévoisement de conduits d'alimentation radiateurs et déplacement de radiateurs
Art 28 - Art 29	<b>EAU CHAUDE SANITAIRE</b>	SO	
Art 30 - Art 35	<b>REFROIDISSEMENT</b>	SO	
Art 36 - Art 40	<b>VENTILATION</b>	SO	Modification des conduits de soufflage et ajout d'une sonde CO2 pour pilotage de la CTA existante
Chapitre 7	<b>ECLAIRAGE DES LOCAUX</b>	PM	Remplacement des luminaires dans les salles de cours réaménagées
Art 41	Installations d'éclairage remplacées ou installées - application des articles 42 à 48	PM	
Art 42	Nouvelles installations d'éclairage dans les parties communes, parcs de stationnement - Mise en place d'un dispositif automatique permettant en cas d'inoccupation soit : Un même dispositif dessert au plus:	SO	Absence de travaux dans les parties communes
Art 43	Bâtiments à usage autre que d'habitation - installations autres que celles de l'art. 42 - Mise en place d'une commande centralisée ou d'un dispositif automatique en cas d'inoccupation	SO AD	Absence de travaux dans les parties communes <b>Les dispositions prévues pour les commandes d'éclairage des salles, bouton poussoir à l'entrée des locaux, ne répondent pas aux demandes de l'article 43 de l'arrêté du 3 mai 2007.</b> <b>Les dispositions sont à reprendre</b>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'abaissement de l'éclairage au niveau réglementaire</li> <li>- L'extinction des sources de lumière si aucun niveau minimal imposé</li> </ul> <p>Pour les locaux avec un accès majoritaire à l'éclairage naturel où l'extinction des sources de lumière est possible et sont principalement occupés la journée, l'installation doit comprendre:</p>	SO	
Art 44	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Puissance éclairage installée $\leq 1.6 \text{ W/m}^2$ par tranche de 100 lux	AF	
Art 45	Bâtiment à usage autre que d'habitation - Visualisation de l'éclairage du local sur la commande dans le cas d'une gestion à distance	SO	
Art 46	Bâtiment à usage autre que d'habitation - cas des locaux sportifs et salles polyvalentes - Dispositifs gérant plusieurs niveaux d'éclairage	SO	
Chapitre 8	<b>ENERGIE RENOUVELABLE</b>		
Art 47	Nouvelle chaudière bois - $T^{\circ}\text{moy eau } 70^{\circ}\text{C}$ : - $P_n \leq 300 \text{ kW}$ Rendement $PCI \geq 47 + 6 \log P_n$ - $P_n > 300 \text{ kW}$ Rendement $PCI \geq 61.9 \%$		
Art 48	Nouveau foyer fermé ou poêle bois : Rendement $\geq 65\%$		
Art 49	Nouveau poêle à granulés $P_n < 50 \text{ kW}$ : Rendement $\geq 65\%$		
Art 50	Nouveau poêle à bois à accumulation lente de chaleur: Rendement $\geq 65\%$		
Art 51	Non-application des dispositions prévues aux articles 47 à 50 pour les bâtiments achevés depuis moins de 15ans	PM	

## VIII.9 - Protection de l'environnement

**La mission ENV vient en complément de la mission S relative à la sécurité des personnes dans les constructions.**

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués à la société BUREAU ALPES CONTROLES et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou dans la demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la présente mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux énumérés dans les conditions particulières du contrat, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

Le maître de l'ouvrage est réputé avoir effectué les formalités administratives relatives aux déclarations ou autorisations nécessaires ; il doit adresser à la société BUREAU ALPES CONTROLES la copie des décisions administratives particulières fixant les éventuelles prescriptions spéciales de sécurité à respecter vis-à-vis des risques d'incendie et d'explosion relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet de prestations complémentaires, les interventions visant :

- > à la prévention des explosions visées à l'article R4216.21 du Code du travail,
- > à les systèmes de gestion automatisée, tels que télégestion, télésurveillance, gestion technique ou administrative centralisée,
- > à les aléas relatifs à l'hygiène, à la santé, aux nuisances et aux pollutions,
- > à la réalisation d'études d'impact et de danger,
- > à l'assistance à la constitution d'un dossier de demande d'autorisation.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>1 Généralités</b></p> <p>Installation soumise à déclaration : Transmission par le maître d'ouvrage des rubriques de la nomenclature concernées par le projet</p> <p>Arrêté applicable</p> <p>Installation soumise à autorisation : Transmission par le maître d'ouvrage du dossier de demande d'autorisation</p> <p>Transmission par le maître d'ouvrage des décisions administratives concernant l'installation</p> <p><b>2 Dispositions techniques relatives à la sécurité des personnes dans les constructions</b></p>	<p>AS</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Il ne nous a pas été précisé si les bâtiments sujets des travaux du présent dossier relevaient du cadre ICPE. Il conviendra de nous préciser un éventuel classement ICPE afin d'orienter nos avis en matière de réglementation environnementale.</p> <p>Rubriques renseignées sous réserve de la confirmation d'un classement ICPE.</p>

## VIII.10 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Université Bordeaux Montaigne.  
Bâtiment L

### Description sommaire des installations :

- Installation électrique : éclairage normal et prises de courant remplacés. Alimentation diverses. Éclairage de sécurité selon effectif de la salle d'activités.
- Équipement d'alarme / SSI : Non renseigné
- Moyens d'extinction fixes : Extincteurs
- Ventilation : Non renseignée
- Chauffage : Non renseigné
- Cuisson : Non
- Ascenseur : Oui

Date d'application du référentiel réglementaire : 14/06/2024

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Suivant déclaration du MoA et PV de commission du 20/02/2024.  
Effectif du public : personnes

<b>1ère catégorie de type R</b>
---------------------------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV de commission du 20/02/2024.

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.



**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

Aucune dans le cadre des travaux visés.

**Autres prescriptions particulières :**

Non.

## **VIII.11 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)**

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>		Arrêté du 25/06/1980 modifié par les arrêtés du 28/10/2023 et 30/10/2023 et précédents
	<b>Section I - Classement des Etablissements</b>		
GN 1	Classement des établissements.	PM	ERP Type R - 1er groupe
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	HM	Cf « Classement et référentiel »
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	HM	
	<b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b>		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	PM	
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AS	<b>Il est prévu de privilégier l'aide humaine pour permettre l'évacuation des personnes à mobilité réduite (cf notice de sécurité).</b> <b>En attente du retour des services instructeurs sur cette disposition du fait de l'accessibilité nouvelles des salles visées par les travaux.</b>
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	Les travaux se situent dans un cadre existant, les avis émis ne porteront donc que sur les éléments modifiés par les présents travaux. Les travaux réalisés ne devront pas aggraver les dispositions de sécurité en place.
	<b>Section III - Contrôle des Etablissements</b>		
GN 11	Notification des décisions.	AS	<b>Rapport de la commission de sécurité sur le dossier de demande d'autorisation de travaux non communiqué. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le respect des éventuelles prescriptions formulées par les services instructeurs.</b>
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	Les différents PV de réaction au feu des éléments mis en œuvre devront nous être communiqués. Voir avis spécifiques.
	<b>Section IV - Travaux</b>		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section V - Normalisation</b>		
GN 14	<b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b>	PM	Les avis correspondants se trouvent aux articles spécifiques.
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	HM	
GN 14	Matériels du SSI	HM	
GN 14	Matériels électriques	PM	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	PM	Les éléments de conformité de l'EPMR mis en place devront nous être communiqués.
	<b>Section VI - Structures provisoires et démontables</b>		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre II</b>		
	<b>Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>		
	<b>Titre Premier Dispositions Générales</b>		
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	Vérifications relatives à la phase chantier effectuées par Bureau Alpes Contrôles.
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b>		
CO 23	Généralités.	PM	
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Cloisonnement traditionnel. Mise en place d'une cloison amovible pour séparation des salles L010 et L012 en fonctionnement normal.
CO 25	Compartiments.	HM	
CO 26	Recoupement des vides.	HM	
	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b>		
CO 28	Locaux à risques particuliers.	SO	Il n'est pas fait mention de la modification de locaux présentant un risque particulier d'incendie.
	<b>Section IX - Dégagements</b>		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	Absence de marches isolées.
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	1 UP par tranche de 60cm de passage. Exceptions faites pour : 1UP = 90cm 2UP = 140cm

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 37	Saillies et dépôts.	AF	Présence de 3 dégagements comptabilisant 4UP en fonctionnement groupé. Présence de 2 dégagements comptabilisant 2UP en fonctionnement séparé.  Les dégagements repérés seront ceux donnant sur l'extérieur.  <b>Les dégagements balisés doivent être repérés sur les plans même en cas d'installations existantes non modifiées.</b>
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	AF	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	AF	
CO 42	Balisage des dégagements.	AS	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	HM	
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	<b>Portes des sorties de secours.</b>	HM	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	Pas de modifications prévues sur les menuiseries donnant sur l'extérieur. Sens d'ouverture des portes conforme.
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	HM	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	HM	
AM 9 - AM 10	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>	HM	M3
	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>		
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	AF	
	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 18	<b>Rangées de sièges.</b>	HM	
AM 19 - AM 20	<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>	HM	
DF 1 - DF 10	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	AF	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	AF	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3	<b>Sources énergétiques autorisées.</b>		
CH 3§1	Combustibles liquides.	SO	
CH 3§2	Combustibles gazeux.	HM	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	AF	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL		
CH 3 §4	Combustibles solides.	SO	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
<b>CH 5 - CH12-1 §6</b>	<b>Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur</b>	HM	Existant non modifié par les travaux
<b>CH 13 - CH 17</b>	<b>Section III - Stockage des Combustibles</b>	SO	
<b>CH 18 à CH 22</b>	<b>Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane</b>		Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
	<b>Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud</b>		
CH 23	Equipement des chaudières.	HM	
CH 24	Production d'air chaud à combustion.	SO	
CH 25	Fluides caloporteurs.	AF	Conduits réalisés en tubes cuivre
		<b>AS</b>	<b>Dans le cas où les conduits de caloporteurs sont isolés, les calorifuges doivent être réalisés en matériaux de catégorie M1 dans les locaux accessibles au public. Disposition à rappeler au CCTP</b>
<b>CH 26 - CH 27</b>	<b>Section VI - Eau Chaude Sanitaire</b>	HM	
	<b>Section VII - Traitement d'Air et Ventilation</b>		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	Installations traitées en ventilation de confort : - centrale de traitement d'air existante dans les salles de classe
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	HM	CTA existante non modifiée située dans le placard d'une des salles de classe rénovée
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	<b>AS</b>	<b>Il est prévu la modification des conduits de soufflage et de reprise au CCTP. Veuillez préciser au CCTP que les conduits de ventilation doivent être réalisés en matériaux M0</b>
		<b>AS</b>	<b>Les calorifuges mis en œuvre sur les conduits de ventilation sont en matériau classé M0 ou M1. S'ils sont en matériau classé M1, ils doivent être placés obligatoirement à l'extérieur des conduits.</b>
			<b>Disposition à rappeler au CCTP</b>
CH 33	Prises et rejets d'air.	HM	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 35§2 - CH 35§4 et 5	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	HM	
CH 36	Centrale de traitement d'air.	HM	Centrale de traitement d'air existante
CH 37	Batterie de résistance électrique.	HM	
CH 38	Filtres.	HM	
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	HM	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	HM	
CH 41 - CH 43§4	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée	HM	Existant non modifié par les travaux
<b>CH 44 - CH 56</b>	<b>Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur</b>	HM	Existant non modifié par les travaux
	<b>Section IX - Entretien et Vérification</b>		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	HM	Existant non modifié par les travaux
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 3	<b>Définitions.</b>	PM	
EL 4	<b>Règles générales.</b>		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	HM	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AF	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	HM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	HM	
	<b>Section II – Règles d'Installation</b>		
EL 5	<b>Locaux de service électrique.</b>	HM	
EL 6	<b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b>	HM	
EL 7	<b>Implantation des groupes électrogènes.</b>	HM	
EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>	HM	
EL 9	<b>Tableaux "normaux".</b>	HM	Existant non modifié.
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	PM	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	HM	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	HM	<p>A la charge de l'exploitant.</p> <p>Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.</p>
EL 12 - EL 17	<p><b>Section III – Installation de Sécurité</b></p> <p><b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b></p>	HM	
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	
EL 19	Vérifications techniques.	PM	
EL 20 - EL 23	<p><b>Section V - Installations Temporaires</b></p> <p><b>Chapitre VIII - Eclairage</b></p> <p><b>Section I - Généralité</b></p>	HM	
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	
	<b>Section II - Eclairage Normal</b>		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>		
EC 7	Conception générale.	PM	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	AF	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	PM	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	SO	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	
EC 14	Exploitation.	HM	
EC 15	Vérifications.	PM	
AS 1 - AS 11	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	HM	
GC 1 - GC 22	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>	SO	
	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>		
	<b>section I - Généralités</b>		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	
	<b>Section II - Moyens d'Extinction</b>		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	1 extincteur tous les 300m².
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	HM	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	HM	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	HM	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	HM	
MS 38	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	PM	
MS 39	Caractéristiques.		
MS 40	Emplacement.		
MS 40	Moyens divers.	PM	
MS 41 - MS 44	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers	HM	
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.	HM	
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.	HM	
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)		
MS 53	Objet.	HM	SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 existant et non modifié dans le cadre des présents travaux.
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	HM	
MS 56 - MS 58	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie	HM	
MS 59 - MS 60	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)	HM	
MS 61 - MS 67	Sous-section 3 - Système d'alarme	HM	
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 70 - MS 71	Section VI - Système d'Alerte	HM	
	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles		
MS 72	Entretien et signalisation.	HM	
MS 73	Vérifications techniques.	HM	
MS 74	Contrôles.	HM	Concerné l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.



## VIII.12 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)</b>		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	<b>Section I - Généralités</b>		
R1	Etablissements assujettis	AF	Établissement d'enseignement.
R2	Détermination de l'effectif	PM	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	HM	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	HM	
	<b>Section II - Construction</b>		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	HM	
R7	Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique	HM	
R8	Préaux	HM	
R9	Volumes libres intérieurs	HM	
R10	Locaux à risques	HM	Absence de locaux à risques modifiés dans le cadre des travaux.
R11	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique	HM	
R12	<b>Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche</b>	HM	
	<b>Section III - Dégagements</b>		
R13	Largeur des dégagements	AF	
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	SO	
R15	Escaliers	HM	
R16	Portes	HM	Non modifié dans le cadre du projet.
R17	<b>Portes des sorties de secours</b>		Article abrogé.
	<b>Section IV - Aménagements</b>		
R18	Sièges de la salle polyvalente	PM	Article abrogé
R19 - R19§5	<b>Section V - Désenfumage</b>	HM	
	<b>Section VI - Chauffage, Ventilation</b>		
R20	Règles d'utilisation	AF	
R21	Température des appareils d'émission.	SO	Bâtiment d'enseignement universitaire
R22	Ventilation	HM	
R23	Installations pédagogiques	HM	
	<b>Section VII - Installations Electriques</b>		
R24	Appareillage des écoles maternelles	SO	Article abrogé.
R25	Coupure d'urgence	HM	
	<b>Section VIII - Eclairage</b>		
R26	Eclairage normal	SO	Article abrogé.
R27	Eclairage de sécurité	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R28 - R29	<b>Section IX - Cuisines</b>	HM	
R30 - R33	<b>Section X - Moyens de Secours</b>	HM	

## VIII.13 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

#### applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Sécurité des occupants</b>		
NF P01-012 - NF E85-015	<b>Implantation et géométrie des garde- corps</b>	HM	
Chapitre 4 - PPRN	<b>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</b>	HM	
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>	HM	
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d’incendie ou d’explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Par conception et installation.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	Cf. § documents à transmettre, selon le schéma des liaisons à la terre du bâtiment.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	Par conception des matériels.
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	Cf. § documents à transmettre, selon le schéma des liaisons à la terre du bâtiment.
		PM	L'origine des installations Courant fort seront depuis les divers tableaux divisionnaires et boîtes de dérivations existantes des secteurs considérés.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	L'identification des circuits et des appareillages sera assurée de façon pérenne.
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	UTE C 15-103
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	HM	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	Existant non modifié.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	Voir remarques plus contraignantes sur matrice ERP.
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	PM	
R4216-1 - R4216-34	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>	HM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
Art. 1 - Art. 9	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	HM	
Art.10 - Art.15	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>	HM	
Arrêté du 23/06/19 78	<b>Installations de Chauffage</b>		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	HM	
Arrêté du 21/03/19 68	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>		
	Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.	SO	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 01/07/20 04	<b>Installations de Stockage Produits pétroliers</b>		
	Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.	SO	
Arrêté du 30/07/19 79	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>		
	Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.	SO	
Arrêté du 23/02/20 18	<b>Installations de Gaz</b>	HM	
Arrêté du 22/10/19 69	<b>Conduits de Fumée</b>	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>	SO	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	<b>PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL</b>	HM	